



Roms d'Europe et de Planoise.

Démarche participative dans le quartier de Planoise.

Années 2007-2009

Sommaire

A. Cadre méthodologique de l'action	2
1. La problématique et le projet :.....	2
2. La démarche participative	3
3. Une démarche de recherche-action	5
B. Les conditions de vie des familles roms et leurs relations avec le voisinage.....	6
1. Le logement :.....	7
2. la situation financière.....	9
C. Analyse des relations entre les travailleurs sociaux et les familles roms.....	14
1. Constats :	14
2. Les difficultés rencontrées par les travailleurs sociaux :.....	14
3. En quoi une meilleure connaissance du cadre de l'autre permet la rencontre?.....	16
D. Position des familles par rapport à l'école.....	18
1. Les constats :.....	18
2. Les incompréhensions :.....	18
3. les pistes de réflexion	19
E. Conclusions	21

A. Cadre méthodologique de l'action

1. La problématique et le projet :

La phase exploratoire de cette étude et nos différentes activités (formations de délégués, ateliers durant la semaine d'éducation contre le racisme...) dans le quartier nous ont permis de constater un certain rejet des habitants à l'égard des personnes venues d'Europe centrale.

En effet, la ville de Besançon accueille depuis les années 90 des personnes d'ex Yougoslavie. Depuis la guerre du Kosovo la venue et l'installation des personnes se sont intensifiées. La rencontre avec certaines d'entre elles, avec l'association Romano Phralipe, avec des enseignants et des travailleurs sociaux du quartier confirme que la plupart de ces nouveaux arrivants sont roms. De plus, lors d'un Café Info organisé en Janvier 2007, la question de la place des nouveaux arrivants d'Europe Centrale et leurs conditions de vie dans le quartier avaient déjà été abordées.

Ces différentes données nous ont amené à formuler l'hypothèse suivante :

Hypothèse de départ :

Les familles sont isolées et des mauvaises conditions de vie ne leur permettent pas de s'impliquer dans la vie locale.

Question de départ :

Conditions d'implication des personnes dans la vie locale:

- Qu'est ce qu'une démarche participative? Donner une définition, les conditions, les freins et les bénéfices (s'il y en a) pour chaque acteur.
- Quels besoins ont les personnes roms? (sur quelles problématiques souhaitent ils travailler?)
- Que veulent les roms pour leur groupe pour l'avenir?

Le projet :

Pour vérifier cette hypothèse et répondre à notre question, nous avons développé un diagnostic sur les conditions de vie de la population rom à Planoise et rencontré différents acteurs sociaux du quartier à travers un questionnement sur leurs relations avec les personnes roms et la nature de leur intervention auprès de cette population.

Ce projet s'est déroulé sous la forme d'un diagnostic participatif dans le quartier de Planoise concernant les conditions de vie des roms et leur place dans le quartier. Nous avons fait une étude sur leurs conditions de vie et leur position dans les dispositifs sociaux mais aussi sur les conséquences de cette démarche participative sur les personnes.

2. La démarche participative

Qui a participé ?

Des professionnels du quartier :

21 personnes : Educateurs Spécialisés, Assistants sociaux de l'ADDSEA; assistants sociaux, conseillères en économie sociale et familiale des organismes logeurs, assistantes sociales du Conseil Général, les assistantes sociales et animatrices de l'espace solidaire (CCAS); agent de développement de la maison de quartier.

6 enseignants à l'école Bourgogne et le directeur, le directeur de la SEGPA

Des habitants du quartier de planoise :

21 familles roms rencontrées (2 parents avec des enfants) :

41 parents

60 enfants dont 34 scolarisés

A l'exception d'une famille originaire de Macédoine et d'une autre de Bosnie, toutes les familles sont originaires du Kosovo.

Un groupe de pilotage :

Il a permis une plus grande objectivité du diagnostic et a représenté un lieu d'échange des différents représentants des institutions sur le quartier. Il a permis aussi une implication de chaque institution dans le projet pour permettre la mise en oeuvre d'un plan d'actions.

Les missions du groupe de pilotage :

Prise de connaissance du projet

Participation au recueil de données

Validation des analyses

Définition d'un plan d'action partagé

La composition du groupe de pilotage :

La coordonnatrice du Programme de Réussite Educative, une assistante sociale de l'Espace Action Sociale Besançon Ouest (Conseil Général) représentant la chef de service et le CMS, une assistante sociale des Espaces solidaires (CCAS de Besançon), une éducatrice spécialisée du service de prévention (ADDSEA), l'agent de développement représentant le directeur et la Maison de Quartier de planoise, deux enseignants représentant le CASNAV/rectorat, deux personnes des CEMEA (association porteuse du projet), un enseignant de l'école élémentaire en CLIN à l'école Bourgogne représentant le RAR Diderot, une assistante sociale d'un organisme logeur chargée de représenter les organismes logeurs du quartier de Planoise, le chargé de mission à la lutte contre les discriminations de la ville de Besançon.

D'autres acteurs ont été invités mais n'ont pas participé au groupe :

Un enseignant du collège en CLA représentant le RAR Diderot, un représentant de la CAF.

L'objet de la participation ?

Chaque groupe rencontré (les enseignants, les familles et les travailleurs sociaux) a participé à des entretiens individuels ou collectifs, à des réunions de restitution où une synthèse des rencontres a été validée et à des groupes de travail.

Les objectifs ?

Objectifs à court terme :

- Permettre aux acteurs d'un territoire (le quartier de Planoise) et notamment à la population rom de réfléchir et de s'exprimer sur sa place dans le quartier,
- A travers la découverte de la culture rom, permettre aux habitants de réfléchir à la place de la culture de l'Autre.
- Expérimenter et analyser l'implication des travailleurs sociaux et des habitants à travers une démarche participative

Objectifs à long terme :

- Créer de nouvelles initiatives et nouvelles formes d'investissement des habitants sur le territoire
- Mettre en réseau des acteurs sociaux
- Créer une nouvelle approche qui permette de proposer des nouvelles modalités de vivre ensemble (re-questionner le rapport minorité/majorité).

Quelles modalités de participation ?

Les modalités de rencontre des personnes ont dû garantir l'anonymat de chaque individu (mesure de sécurité pour certaines familles roms) mais aussi une liberté de parole de chaque acteur car nous nous sommes engagés sur une synthèse collective et non sur des prises de positions individuelles.

Nous nous sommes engagés sur le respect de la parole donnée par chaque acteur à travers des restitutions collectives et la validation des synthèses par les groupes rencontrés. Le suivi du groupe de pilotage a permis aussi un suivi plus objectif et la précision de questions.

A travers les entretiens individuels et collectifs nous avons poursuivi les objectifs suivants :

- Donner la parole aux intéressés pour savoir comment les choses se passent concrètement pour eux
- Faire quelque chose de la parole produite (transformer les constats en questions traitables pour se tourner vers l'action)

- Créer des lieux d'expression à travers la transmission des synthèses de chaque groupe mais aussi à travers l'animation d'espaces de travail (ateliers, groupe de pilotage), où le droit à la parole est élargi et est tourné vers l'efficacité et la production d'idées nouvelles.

3. Une démarche de recherche-action

Notre démarche a visé à aider l'ensemble des acteurs à inventer des solutions aux problèmes qu'ils se posent et pas uniquement participer à des constats. Pour cela il ne suffit pas de mettre toutes les personnes autour d'une table car chaque acteur est différent par son statut, la spécificité de sa place dans le problème posé, par sa capacité à exprimer son point de vue et être entendu. Ce travail a nécessité la mise en place d'une relation de confiance, des temps de *formation* (mise à distance de sa situation à travers les restitutions, formulation de questionnement, recherche de solutions, expérimentation de nouveaux espaces de travail) et l'animation d'ateliers garantissant des relations interpersonnelles d'égal à égal.

Ces deux ans de travail ont participé à la transformation des personnes à travers l'analyse de la situation qu'elles vivent et la production de savoir collectif et d'un patrimoine commun.

B. Les conditions de vie des familles roms et leurs relations avec le voisinage.

La rencontre avec les familles s'est faite à leur domicile en compagnie d'un interprète. Les entretiens se sont faits à partir d'un guide semi directif. Une synthèse a été produite, les familles rencontrées ont été invitées à la valider et voici l'analyse qui en ressort:

Les années 70 voient les premiers mouvements de populations à Besançon. Les travailleurs migrants yougoslaves arrivent. Ce sont les premiers flux de roms car à Mitrovitsa ils sont coincés entre les serbes et les albanais. A cette période pour avoir le statut de demandeur d'asile, ils se présentent comme albanais persécutés par les serbes (ils ne se disent pas roms).

Les années 90 au Kosovo :

1999 : la Serbie attaque le Kosovo pour mater la rébellion albanaise. Envoi de milices serbes contre les Albanais de l'UCK. Pour ne pas reproduire la tragédie de la Bosnie, l'OTAN et l'Union Européenne bombardent. Des ponts aériens sont mis en place pour déplacer les albanais vers la Macédoine et l'Albanie.

Les Roms (personnes qui vivent aujourd'hui à Besançon) restent sur place.

Juin 99 : les Serbes sont battus et les Albanais regagnent la province. Les Roms qui ont survécu à la guerre vont être obligés de quitter le pays car ils sont considérés comme collaborateurs.

Le quartier Fabrika est vidé et rasé par l'UCK. C'est un exode dramatique, les gens partent le plus vite possible. Ils partent vers la Serbie puis l'Europe de l'ouest.

Été- automne 99 : arrivée des premiers déplacés Roms à Besançon. Les centres d'accueil de la ville sont déjà submergés depuis 97 avec l'éclatement de l'ex URSS.

Les Roms de Besançon : en général, ils ont transité par la Serbie, le Monténégro à l'aide de réseaux de passeurs. Les plus riches sont arrivés en premier. Ils obtiennent le statut de demandeurs d'asile même s'il y a une force militaire sur place car il y a incapacité à les protéger.

A leur arrivée, s'ajoute l'arrivée d'autres roms qui ont circulé dans d'autres pays et qui sont restés dans la marginalité. Ils entendent parler du statut de demandeurs d'asile et se disent qu'il faut venir en France. On voit bien la dimension européenne du traitement de la situation. A Besançon, habitent aussi des roms de Bosnie, de Macédoine et de Roumanie (intervention Régis Mermet formation ADDSEA). Dans le cadre de notre étude, les familles que nous avons rencontrées sont majoritairement des familles du Kosovo de la ville de Mitrovitsa. A travers ces entretiens, nous avons essayé de mieux connaître leurs conditions de vie, de comprendre leurs aspirations et les relations qu'elles ont tissé avec leur entourage.

1. Le logement :

Sur les 21 familles rencontrées, la majorité vit en appartement, 4 familles sont hébergées au CADA. La moitié des personnes rencontrées sont satisfaites de leur logement.

Pour l'autre moitié les motifs d'insatisfaction sont la taille des appartements et quelques cas de logement en mauvais état.

Les familles ne maîtrisent pas le choix de leur appartement (la taille et la situation géographique), ils sont obligés d'accepter les logements proposés par les services sociaux, ce qui augmente le sentiment d'insatisfaction. Parfois ils pensent accepter une solution provisoire qui devient définitive. Il leur est également difficile de comprendre les politiques de logement des bailleurs qui parfois sont à l'inverse de leurs souhaits.

- **Des conditions d'habitation très différentes de leur pays d'origine et culturellement inadaptées**

Une famille rom représente généralement deux générations et une vingtaine de personnes. Les familles avaient l'habitude d'habiter en maison avec un jardin. A Besançon, elles ont accepté la décohabitation, car les bailleurs n'ont pas de logements assez grands pour des familles importantes et ils ont parfois un souci de répartition pour éviter la « ghettoisation ».

L'utilisation « différente » des logements (investissement des communs, passage voir accueil de beaucoup de personnes) par certaines familles peut faire penser au décalage de familles du milieu rural quand elles viennent en habitat collectif et montre les obligations d'accueil et de solidarité des familles logées. Cette importance d'accueillir et de pouvoir recevoir se révèle aussi à travers l'entretien des logements souvent très investis (refaits, bien décorés, bien entretenus).

Dans l'ouvrage « Roma, tsiganes, voyageurs », Jean-Pierre Liégeois décrit ce qui nous a été relaté dans les entretiens à savoir la place primordiale de la famille et de la solidarité dans la culture rom. La famille rom est composée de plusieurs familles conjugales et de plusieurs générations. Elle est un tout, un ensemble de membres solidaires. Elle est un lieu de sécurité affective pour chaque individu et assure une sécurité économique. La famille a aussi un rôle d'éducation, les enfants sont élevés par plusieurs générations ce qui assure une cohésion, une cohérence, une continuité et une sécurité. La solidarité est valable dans la famille mais aussi avec les autres familles proches; elle s'exprime lors d'événements (mariages, baptêmes), de fêtes (les fêtes religieuses) et à travers l'hospitalité. Cette solidarité implique aussi une cohésion sociale et un certain contrôle social à l'intérieur du groupe, qui échappe à l'extérieur (non membres du groupe).

La rencontre avec les familles montre que la vie en appartement mais aussi le contexte d'un quartier de banlieue sont très différents de leur vie à Mitrovica, où les gens vivaient entre roms dans un quartier. La confrontation avec la diversité culturelle, avec les problèmes sociaux existants dans les quartiers périphériques des villes françaises (comportement de certaines personnes, difficultés économiques, trafics, rivalités) semble difficile pour les familles rencontrées et s'ajoutent à leurs propres difficultés (administratives, financières).

Mais ce n'est pas une nouveauté car beaucoup sont passées dans d'autres villes et d'autres pays avant d'arriver à Besançon.

Les entretiens ont révélé que les familles n'investissent pas vraiment le quartier dans lequel elles vivent. Elles n'ont pas spécialement de demandes sur l'aménagement par rapport au lieu où elles vivent. C'est peut être la conséquence des constats ci-dessus. Les quelques revendications portent sur l'aménagement d'espaces plus fleuris, plus agréables, avoir une terrasse, pas de demande sur des services particuliers. La majorité souhaiterait une salle pour se retrouver.

Dans le futur les familles n'imaginent pas vivre dans le quartier de Planoise. Pour l'avenir, elles souhaitent vivre en paix, dans une maison et avoir du travail. Les gens veulent retrouver une tranquillité de vie après la guerre et l'exil, les conditions de vie matérielle et le statut social qu'ils avaient avant de partir du Kosovo. Ils essaient de revivre comme avant (ex l'avenue Ile de France est nommée Fabrika, rue du quartier dans lequel ils vivaient).

● Les relations avec le voisinage

Lors des entretiens, la grande majorité des familles (12/21) dit avoir de bonnes relations avec les voisins. Ceci est une illustration des valeurs transmises dans l'éducation (ne pas avoir d'ennui, ne pas se faire remarquer ; stratégie efficace pour s'installer partout). Ces relations se limitent à quelques politesses et la plupart des personnes ne côtoient que des familles roms.

Lors d'une réunion, les personnes présentes ont donné quelques explications à cette situation.

- La non maîtrise de la langue est un frein pour faire connaissance avec des personnes, engager la conversation et même s'inviter.
- De plus, ça ne se fait pas trop de s'inviter « sans raison », juste pour faire connaissance. On reçoit de la famille qui est de passage et on invite sa famille ou ses amis pour de grandes occasions (baptêmes, mariages).

Les familles roms attendent plutôt d'être sollicitées, elles disent avoir besoin d'un intermédiaire pour être en contact avec d'autres personnes.

Ces difficultés sont renforcées par la perception du quartier (les difficultés de leurs enfants à l'école avec le comportement d'autres enfants font dire aux familles que beaucoup d'enfants sont mal élevés; la circulation, « l'ambiance dans certains immeubles » fait apparaître la vie extérieure comme dangereuse pour les enfants), et aussi par les difficultés administratives (les personnes en CADA n'osent pas trop s'aventurer à l'extérieur). De plus, les fêtes, les événements religieux sont nombreux et très importants au sein de la communauté des roms du Kosovo. Ils sont l'occasion de se réunir, de faire des rencontres, d'organiser des mariages, de se donner des informations, de faire des cadeaux ou donner de l'argent pour ainsi investir dans le système de solidarité.

En effet, les familles bien investies dans la communauté bénéficient des aides sociales du Conseil Général et aussi du réseau interne. La vie à Besançon a permis aux familles de reprendre cette vie sociale à travers les fêtes qui ne se faisaient plus au Kosovo à cause des tensions avec les Albanais.

Les personnes les plus en contact avec les non-roms sont les enfants. Lors de la rencontre d'élèves dans une classe CLIN, les enfants disaient se faire des amis à l'école et dehors quand ils jouent devant chez eux. C'est plus difficile pour les plus grands (collégiens, lycéens), plusieurs d'entre eux disent avoir des difficultés de relation au collège et des accrochages dans leurs immeubles.

Les temps scolaires et les activités faites à l'école dans le cadre de l'accompagnement éducatif sont des espaces où les enfants rencontrent des amis.

En revanche, les activités faites avec leurs parents se déroulent avec la famille et au sein de la communauté rom.

Peu d'enfants ont des activités dans des structures du quartier.

Les familles ne sont pas beaucoup en contact avec des personnes extérieures à la « communauté rom » mais ne sont pas pour autant isolées car elles ont une vie sociale très importante à l'intérieur de la communauté qui nourrit un réseau de solidarité. Les familles n'ont pas le même statut au sein de la communauté et à l'extérieur notamment par rapport aux services sociaux.

2. la situation financière

Pratiquement toutes les familles rencontrées bénéficient d'aides sociales pour le loyer, les aides à la famille et des revenus de subsistance. Beaucoup de familles vont à l'épicerie sociale pour se nourrir. Ces éléments laissent supposer que beaucoup de familles sont dans des situations difficiles.

Cette précarité est renforcée par le fait que les familles ne peuvent pas se regrouper; ce qui est leur stratégie pour faire face à des périodes difficiles.

Il y a parfois un décalage entre la revendication de compensation des personnes en tant que réfugiés bénéficiant de la protection de la convention de Genève et les aides possibles délivrées par les services sociaux. Les familles ne souhaitent pas de suivi social mais simplement du liquide pour faire face aux difficultés financières car elles ont tout perdu et non pas parce qu'elles ne savent pas gérer.

Pour les familles, le but est de retrouver leur situation d'avant, qui n'était pas forcément très confortable mais ils avaient un travail et une maison. Ils vivaient de manière indépendante.

Aujourd'hui, beaucoup de personnes se retrouvent dans une situation d'assistanat où il est difficile d'avoir une maîtrise sur sa vie. Le recueil des propos des personnes laisse entrevoir une certaine souffrance (la précarité, le morcellement de la famille, la perte de la nationalité yougoslave). Elles passent beaucoup de temps dans la rencontre des assistantes sociales de secteur, les conseillers du pôle emploi et les visites au bureau des étrangers à la préfecture. Elles disent avoir l'impression de donner des papiers, d'attendre sans vraiment savoir pourquoi. Elles prennent mal le caractère impersonnel et parfois expéditif des services sociaux français.

- **L'emploi :**

Une des solutions est de trouver un emploi pour reprendre une indépendance. Nous avons rencontré 21 familles (dont 41 parents susceptibles de travailler et quelques grands enfants).

Au moment des rencontres 9 parents et 6 enfants travaillaient; 12 personnes travaillaient dans leur pays. Mais l'accès à l'emploi est difficile. Il l'est en général en France mais d'autant plus pour des nouveaux arrivants qui cumulent les freins suivants :

- maîtrise de la langue
- obtention du permis de conduire
- valorisation de diplôme ou d'expérience dans un autre pays
- situation administrative qui permet de travailler

Les personnes ne cherchent pas forcément dans leur métier précédent, les familles qui avaient une tradition de commerçants essaient de continuer à faire les marchés et se heurtent au système français qu'ils ne connaissent pas et n'appréhendent pas. Beaucoup de personnes ont été embauchées en contrat temporaire (ce qui n'est pas forcément compris) à la régie de quartier. Cet emploi représente pour certains un travail un peu dégradant.

On remarque aussi un décalage entre les démarches entreprises (un appel régulier à une agence d'interim) par les personnes et le marché de l'emploi. Pour certains, surtout pour les plus âgés, cela semble inaccessible. Ils semblent plus compter sur leurs enfants pour sortir la famille de la difficulté.

Le travail de Jean Pierre Liégeois souligne que les populations roms ont fait preuve de dynamisme et d'adaptation tout au long de leur histoire pour survivre. Néanmoins, dans les sociétés d'Europe occidentale de salariat, où toute activité économique est règlementée les roms sont précarisés et ont du mal à mettre en oeuvre leur savoir-faire. Il soutient l'idée que l'aide qui leur est apportée est nécessaire mais à revoir dans ses formes et dans ses buts.

Il existe un enjeu pour les familles de comprendre la société dans laquelle ils vivent pour pouvoir « se réinventer » dans un nouveau contexte. Les populations doivent être porteuses de leur changement.

- L'intérieur et l'extérieur de la communauté rom

Les familles roms de Besançon souhaitent vivre durablement en France. Leurs souhaits et leurs aspirations montrent qu'elles sont tournées vers leur vie au Kosovo. Leur but est de vivre en paix, de retrouver leur mode de vie d'avant (en maison, en famille élargie) et une indépendance. Ce rêve est entretenu par la réussite de plusieurs familles arrivées dans les années 70 à Besançon et installées depuis longtemps, qui ont retrouvé ce mode de vie. Elles représentent souvent les notables de la communauté.

Les objectifs pacifistes exprimés par les familles ne coïncident pas avec la perception extérieure de certains habitants et les éléments que nous avons recueillis lors du travail exploratoire avant le diagnostic. L'origine de ce projet est en effet les tensions repérées par les professionnels (termes racistes envers les roms, rumeurs, plaintes de voisinage) entre des familles roms et leurs voisins et les difficultés relationnelles exprimées par des travailleurs sociaux. Une enquête de voisinage sur les familles n'a évidemment pas été menée mais plusieurs éléments et les données recueillies peuvent apporter des explications.

Tout d'abord, nous avons rencontré des familles par l'intermédiaire de notre interprète dans cette enquête et elles ne sont peut être pas les familles qui cristallisent les tensions. Il est vrai que le but était de rencontrer des familles roms et non des familles avec des problèmes.

Ensuite, beaucoup de tensions exprimées par certains habitants font référence à des réalités de voisinage et de partage d'un pallier avec une famille nombreuse (le bruit, l'investissement des communs). Ces constats ou ces plaintes sont à mettre en lien avec ce qu'ont exprimé les familles roms sur le logement, à savoir son inadaptation par rapport à la taille de la famille et à leur mode de vie (importance de fréquenter la famille élargie et l'habitude de vivre en maison). La solidarité et la cohésion des familles roms renvoient une image de groupe soudé et renforce ce sentiment d'envahissement. C'est ainsi que la présence de ces familles est perçue comme une imposition par certains habitants.

De plus ces difficultés de voisinage renvoient aux stéréotypes véhiculés sur les roms que chacun d'entre nous porte et qui sont liés à des réalités. Cette image possède différentes facettes. « Elle est composite et la représentation est polymorphe et adaptable, difficilement saisissable » selon Jean-Pierre Liégeois.

Les représentations sont à la fois très positives connectées à un folklore (le musicien tzigane, l'artiste, le voyage, la liberté). Il est vrai qu'à Besançon, plusieurs groupes musicaux peuvent nourrir ce stéréotype. Nous avons un groupe de musique rom « rom des Balkans » qui se produit régulièrement et le groupe « Spakr » (musiques d'inspiration tzigane et yiddish) a beaucoup de succès et est très connu en Franche-Comté ces dernières années.

Elles peuvent être très négatives (le tzigane voleur, sale, criminel potentiel). Dans le quartier de Planoise, des travailleurs sociaux témoignent de rumeurs portées par des habitants qui font référence à ces stéréotypes. En 2008, une rumeur courait que des roms avaient enlevé un enfant et beaucoup de parents étaient inquiets. Il court aussi le bruit que ces gens ont connu la guerre, qu'ils n'ont rien à perdre et qu'ils peuvent être dangereux (surtout dans les trafics).

Que certaines familles ont vécu dans le sud de l'Italie, qu'elles étaient en concurrence avec la mafia et qu'elles sont dangereuses. Voici quelques exemples et une illustration bisontine de la connection entre la réalité et les stéréotypes véhiculés sur les roms, entre les images mentales circulant dans un groupe et la perception de la réalité par les membres de ce groupe.

Ce phénomène soulève la question de la discrimination des familles roms et n'est pas spécifique au quartier de Planoise. Un article de courrier international d'âout 2008 fait part d'un sondage dans les pays ex-communistes qui révèle que 80% des personnes interrogées ne voudraient pas avoir un tzigane comme voisin.

Pour finir, il semble à certains travailleurs sociaux que les familles doivent porter les stéréotypes sur les roms, mais aussi les stéréotypes et préjugés liés aux immigrés. Certains habitants de Planoise, anciens immigrés reportent sur les roms les stéréotypes et préjugés qu'ils ont eux même subis.

Ces différents éléments permettent de mieux comprendre la dichotomie entre les objectifs poursuivis par les familles et la perception de leur entourage. Cette différence pose un peu une frontière entre les roms et les non roms et la notion d'intérieur et d'extérieur à la communauté rom.

CONCLUSION :

Les familles sont dans des conditions matérielles précaires mais qui restent correctes. Un bémol peut être formulé pour les familles qui vivent en CADA ou qui ont été déboutées par l'OFPRA et donc ont en charge toutes leurs démarches. Elles ont accès à l'école et vivent en sécurité, ce qui n'était pas forcément le cas pour les personnes qui viennent du Kosovo. Ce sont cependant des conditions de vie très différentes notamment par rapport au logement, qui peuvent avoir des conséquences sur les liens familiaux et la solidarité. Elles sont souvent dans des situations de dépendance auprès des services sociaux et ont des difficultés dans l'accès à l'emploi.

Les familles du Kosovo vivent un petit peu en vase clos dans le but de reconstruire ce qu'elles ont perdu. Elles ont à coeur de faire vivre la culture rom à travers la transmission de la langue, des traditions et de la religion. Lors des entretiens, les personnes rencontrées avaient exprimé ce qu'était pour elles être rom. La dimension universelle (être homme, être comme les autres) avait été exprimée en premier. Certains le vivaient comme un « don » à la naissance, les autres comme une nationalité. La référence au voyage, à l'histoire des roms et leur exode ont été souvent évoquées. Cependant les personnes ne se considéraient pas comme nomades.

Les valeurs mises en avant sont le respect (des traditions, de la famille, des autres), la solidarité et ne pas avoir de problème.

Ces deux ans de travail avec des familles du Kosovo les ont amenées à exprimer l'envie de faire connaître qui elles sont, de ressentir la nécessité d'un médiateur qui fera le lien avec la société française. Dans ce travail, nous sommes très prudents concernant une approche culturelle. Tout d'abord parce que la culture est une mosaïque mouvante composée de groupes très différents et qu'il est difficile de tirer de grandes généralités.

Mais aussi parce que les difficultés rencontrées par ces familles sont de différentes natures. Pour comprendre le plus objectivement possible la situation d'une famille, il apparaît nécessaire de tenir compte de sa culture, de sa situation sociale et de sa trajectoire de vie.

C'est en ce sens où, un médiateur culturel ne peut pas être une solution à tous les problèmes. Il faut être vigilant à ne pas culturaliser des problèmes qui n'en sont pas. Le défi pour les familles roms est de mieux comprendre et d'appréhender le territoire et la société du pays où ils se sont installés tout en gardant leur identité. C'est le défi de tous nouveaux arrivants, mais la spécificité rom réside dans le fait qu'ils n'existent pas de pays de référence et que si tous les roms s'intègrent dans les sociétés qui les accueillent la culture rom risque de disparaître. Il ne s'agit pas de les traiter comme un groupe culturel en voie d'extinction mais de proposer un accompagnement social qui leur donne les moyens de relever ce défi qui leur appartient.

Les échanges et la réflexion menée sur les conditions de vie des familles nous amènent à repérer les conditions suivantes pour que les personnes puissent s'impliquer dans la vie locale :

- avoir une maîtrise sur les événements et les décisions qui les concernent
- avoir une connaissance de la société d'accueil
- avoir des intérêts avec la société d'accueil

C. Analyse des relations entre les travailleurs sociaux et les familles roms

Les travailleurs sociaux ont été rencontrés sur leur lieu de travail dans le cadre d'entretiens collectifs à partir d'un guide. Une synthèse leur a été présentée pour validation.

1. Constats :

Les services sociaux fréquentés par les familles sont ceux qui sont obligatoires et qui attribuent des aides repérables (le CMS, l'épicerie sociale). Certains services de la Maison de Quartier sont utilisés (bibliothèque, accès internet).

Les lieux, où on se rend volontairement sans aide repérée et donc qui demandent de construire un support de relations sont peu utilisés (Maison de quartier, service de prévention).

Ces points permettent de soulever trois hypothèses suivantes :

Soit les personnes n'ont pas de problèmes, pas de besoins ou pas d'envies

Soit le lieu n'est pas repéré ou pas accessible car il n'y a pas de support, qui permette aux familles de rentrer en contact facilement avec ce service.

Soit les travailleurs sociaux ne sont pas sensibilisés aux problèmes de ces familles

Ces trois hypothèses renvoient à la demande des familles pour avoir un médiateur et un lieu pour se rencontrer.

2. Les difficultés rencontrées par les travailleurs sociaux :

Un cadre différent :

Les travailleurs sociaux repèrent qu'il y a un problème de cadre de références. Ils ont repéré que les personnes n'ont pas la même conception de la famille qu'eux et en tous cas pas la même conception que ce qui est considéré pour attribuer un logement. En effet, une famille rom comprend une vingtaine de personnes et en France une famille est composée des parents avec leurs enfants mineurs ou pas encore parents c'est à dire maximum 5 à 6 personnes. Des priorités différentes : les travailleurs sociaux remarquent que les familles mettent des sommes considérables dans les fêtes et qu'elles sont prioritaires sur d'autres aspects de la vie quotidienne comme par exemple l'école.

Le cadre des familles :

La place de la famille est très importante (premier lien de solidarité), puis vient ensuite la communauté élargie. L'histoire des roms est jalonnée de persécutions et de déplacements, qui ont plusieurs conséquences : un mythe du voyage présent dans la culture et des valeurs et traditions qui permettent la pérennité de la culture et l'adaptation; mais aussi une solidarité forte qui permet aux familles de survivre à travers les épreuves et dans une société d'accueil souvent vécue comme hostile. C'est pourquoi il est primordial pour les familles d'avoir des liens et de participer à la vie sociale de la « communauté ».

Les familles roms du Kosovo sont un exemple concret de cette histoire tragique et une illustration de la solidarité qui fait qu'aujourd'hui un grand nombre des familles du quartier rom de Mitrovica se retrouve à Besançon. Après les épreuves de la guerre et de l'exil, voici les priorités des familles (cf rencontre avec les familles) :

- vivre en famille (une vingtaine de personnes) ou le plus proche possible
- retrouver son niveau de vie d'avant (une maison, un travail et sa place dans la société)

cela passe par deux éléments très matériels :

- pouvoir recevoir et avoir une vie sociale importante (avoir un appartement bien équipé)
- participer aux fêtes; ce qui permet de tenir sa place, participer au réseau de solidarité (fait circuler de l'argent).

Le cadre des travailleurs sociaux :

- apporter une réponse à un besoin ou un manque repéré (suivant l'institution)
- exercer un certain contrôle social (utilisation conforme de l'appartement, payer son loyer..)
- suivre une logique correspondant à la politique spécifique à chaque institution .

Les travailleurs sociaux se trouvent comme tout professionnel face à trois questions d'ordre :

professionnel : comment je fais vivre mon métier?

personnel : quelles sont les valeurs que je porte?

institutionnel : comment je mets en oeuvre les obligations qui me viennent de l'institution qui m'embauche?

Ces questions renvoient à ce qui se passe durant un entretien et en particulier lors du premier (où la cadre d'intervention et de travail est posé) avec une famille et comment le professionnel trouve un équilibre dans le triangle énoncé ci-dessus. Ceci relève de l'analyse de la pratique.

Beaucoup de professionnels ont souhaité recevoir une formation pour avoir une meilleure connaissance de la culture rom.

3. En quoi une meilleure connaissance du cadre de l'autre permet la rencontre?

Lors des entretiens collectifs, les personnes ont dit qu'elles souhaiteraient s'appuyer sur une meilleure connaissance de la culture rom pour montrer aux familles leur intérêt et faire un premier pas pour faciliter la rencontre

En effet une telle démarche peut être judicieuse car si on analyse le mécanisme de la rencontre interculturelle; une meilleure connaissance de la culture rom peut aider à établir une communication. En effet, la rencontre interculturelle demande à chaque partie de pouvoir communiquer suffisamment pour expliciter son cadre de référence et être en capacité de comprendre celui de l'autre basé sur des valeurs différentes. La reconnaissance du système de valeurs de chaque partie est une nécessité pour construire un troisième cadre commun. Cette reconnaissance met en jeu des ressources personnelles d'empathie de décentration et de communication.

Lors des entretiens collectifs, beaucoup de professionnels ont exprimé des difficultés relationnelles avec les familles roms allant même jusqu'à ressentir de l'agressivité. Pour certaines de ces situations elle relève de la difficulté des travailleurs sociaux à trouver une réponse satisfaisante au triptyque. Une meilleure connaissance de la personne en face de soit en entretien ne permet pas d'apporter cette réponse.

Les limites de la connaissance de l'autre :

Cette pré-connaissance crée une inégalité dans la rencontre (souvent déjà déséquilibrée) entre le travailleur social et l'utilisateur. En effet, le travailleur social saura déjà des choses sur la ou les personnes qui vont participer à l'entretien alors que ce ne sera pas le cas pour les utilisateurs.

On peut aussi enfermer les personnes dans une représentation qu'on s'est construite.

Conclusion :

Les travailleurs sociaux trouvent des réponses aux difficultés qu'ils rencontrent à travers les constats et les éléments facilitateurs qu'ils ont posés :

Ils ont relevé plusieurs éléments :

- aller dans les familles, pouvoir discuter de tout et de rien et de sa culture sont des moments très agréables, mais aussi qui facilitent l'accompagnement des familles..
- les familles roms aiment recevoir et l'accueil est très important pour elles.
- l'organisation de leur travail leur permet rarement de prendre le temps.

Les entretiens montrent que les travailleurs sociaux et les familles font connaissance au fur et à mesure de l'accompagnement. On s'aperçoit que chronologiquement, une relation, une connaissance vient après le travail alors qu'elle devrait être un préalable. Mais les travailleurs sociaux ont un entretien avec des familles car un problème social est repéré. Il faut alors réfléchir à quel espace instauré (accueil, connaissance) pour ensuite pouvoir travailler

La rencontre avec les travailleurs sociaux confirme le besoin de construire un support à la relation pour pouvoir travailler avec les familles et du besoin d'un médiateur pour faciliter le contact ou la communication.

Condition d'implication dans la vie locale :

- pouvoir parler de soi et être compris dans sa globalité.

D. Position des familles par rapport à l'école

1. Les constats :

Les relations entre les familles et les enseignants de l'école primaire sont qualifiées de bonnes pour chaque partie malgré les difficultés de langue.

La rencontre avec les enfants, les familles et les enseignants permet de dire que la scolarité des enfants est importante pour les familles. Ca se traduit par une bonne connaissance de la part des parents des classes dans lesquelles sont les enfants et les activités qu'ils font. Envoyer les enfants à l'école fait partie de ce qui représente une bonne éducation pour les parents.

Pour les familles, la possibilité d'envoyer leurs enfants à l'école est vécue comme une chance, presque comme un luxe. L'accès à la scolarité des enfants participent au rêve des parents qui souhaitent voir leur progéniture s'installer en France, travailler et construire la maison (qu'ils ont perdue au Kosovo) pour vivre ensemble.

2. Les incompréhensions :

Cependant des éléments ou des comportements suscitent de l'incompréhension pour chaque partie.

Les enseignants ne comprennent pas :

- absentéisme scolaire
- arrêt de l'école tôt : peu d'élèves poursuivent l'école après le collège. Certains vont en lycée professionnel. A ce jour, aucun élève ayant décroché un diplôme qualifiant n'a été repéré (source CASNAV).

Les familles ne comprennent pas :

- **les classes spécialisées** : les parents acceptent les classes spécialisées pour l'apprentissage de la langue française mais n'acceptent pas l'orientation en classes spécialisées comme la SEGPA.

Après un travail avec le directeur de la SEGPA sur les effectifs du collège Diderot et sur les effectifs de la SEGPA, nous aboutissons aux chiffres suivants *:

Nous avons compté 37 enfants roms au collège Diderot; ce qui représente à peine 5% de l'effectif global (760 élèves environ).

Sur ces 37 élèves, 18 sont en SEGPA et 19 dans le cursus général. Les enfants roms représentent 25% de l'effectif total de la SEGPA alors qu'ils ne sont que 5% de l'effectif global.

* Pour obtenir ces chiffres, plusieurs données ont été croisées :

Les listes des élèves du collège nés au Kosovo, en Macédoine et en Allemagne. Les noms des enfants connus par les services du CASNAV et des familles rencontrées par les CEMEA. Le lieu de naissance des élèves de SEGPA a été vérifié dans leur dossier et les quelques élèves dont les origines roms n'étaient pas certaines n'ont pas été comptés.

Cette sur-représentation confirme l'intuition des enseignants de classes spécialisées et renvoie au sentiment d'injustice des familles, qui ne comprennent pas que leurs enfants soient autant assimilés à des élèves en difficulté.

Il faut noter que ces résultats ne proviennent que d'un établissement scolaire et qu'une enquête plus approfondie sera menée par le CASNAV en 2009-2010 en lien avec l'IA et l'IO de l'accadémie.

- **La curiosité des enseignants** par rapport à la culture d'origine des enfants et les questions qu'ils leur posent. Les familles pensent que les enseignants doivent demander aux parents si ils veulent savoir des choses sur la culture et pas aux enfants qui ne sont pas les mieux placés pour répondre. Ils voient l'école plus comme un lieu d'instruction que d'éducation et ne comprennent pas que leur culture puisse être abordée à l'école.

3. les pistes de réflexion

Ces constats posent trois questions :

- La question de l'orientation des enfants primo-arrivants qui ne peuvent pas rattraper le décalage entre leur scolarisation antérieure et les attendus de l'école française et qui se retrouvent dans des classes pour des enfants en difficultés scolaires (c'est notamment le cas pour des élèves de collège ou les dernières années de cours élémentaires).
- La question du statut des enfants roms dans leur famille entre 14 et 16 ans. Pour la société française ils sont des enfants qui doivent aller à l'école. Pour les familles roms ils rentrent dans le monde des adultes, vont se marier et avoir des enfants. Ce qui explique en partie pourquoi les jeunes recherchent des filières courtes qui donnent accès à un emploi. Ces choix sont souvent compromis par la situation administrative des jeunes qui ne leur permet pas d'accéder au lycée professionnel en contrat d'apprentissage ou d'accéder à un emploi.
- La question de la connaissance globale du système scolaire français et de ses attendus. Nous avons été étonnés de découvrir que les familles rencontrées lors d'une réunion ne savaient pas qu'il y avait des facultés à Besançon. Ils pensaient qu'il n'y en avait qu'à Paris.

CONCLUSION

La fréquentation de l'institution scolaire est un grand révélateur des décalages entre la culture familiale et la culture de l'école. Ce sont d'ailleurs les enfants qui sont les plus exposés à la confrontation aux autres et au décalage entre les priorités internes de leur famille et les demandes de l'école. Sous d'apparentes bonnes relations entre les personnes, se cachent de grandes difficultés de compréhension entre l'institution scolaire et les parents.

Comment créer un pont entre les deux parties, en quoi un médiateur pourrait y répondre?

Les enseignants du primaire disent voir une amélioration dans la compréhension avec les familles et dans leur « utilisation » de l'école, au fil des années et au fil des fratries. Ils ont remarqué que les familles s'adaptent très vite à l'école.

Les rencontres et les relations sont plus difficiles au collège, qui est plus grand. Une initiative a été menée par le PRE. Des cours de langues à destination des mères de familles ont été dispensés au collège. Le directeur de la SEGPA rencontré explique que plusieurs mères de familles roms les ont suivis et sont revenues à la fin de l'année.

Il apparaît important que les familles puissent venir dans l'école et découvrir, comprendre l'institution scolaire afin de mieux accompagner leurs enfants dans leur scolarité. La création de ces espaces de rencontre, de compréhension est aujourd'hui indispensable pour toutes les familles étrangères mais particulièrement pour les familles roms qui voient leurs enfants orientés massivement vers la classe de SEGPA.

Un médiateur pourrait résoudre de petits problèmes au cas par cas mais ne pourra pas initier cette compréhension globale du système par ses seuls accompagnements. Il apparaît nécessaire de développer ces espaces intermédiaires entre l'école et la famille mais aussi de réfléchir à quelle formation professionnelle peut être mise en place par l'institution et ses partenaires pour mieux accompagner les enfants roms mais plus généralement les enfants primo arrivants à l'école.

Condition d'implication dans la vie locale :

- pouvoir réussir scolairement et être reconnu dans la société d'accueil

E. Conclusions

En général, les familles ne sont pas isolées et malgré des conditions matérielles précaires, elles entretiennent une vie sociale riche essentiellement avec d'autres familles roms. Ce n'est pas la problématique de l'isolement qui est soulevée mais la problématique intérieur/extérieur de la communauté rom.

Les rencontres ont permis aux familles de prendre conscience de la particularité de leurs relations. Certaines d'entre elles souhaitent aujourd'hui donner à voir de leur culture. Deux ateliers ont été mis en place dans ce sens et des outils de communication comme un lexique français/romani et une exposition sur la vie des familles dans leur pays d'origine ont été produits.

Mais l'implication des personnes étrangères dans la vie locale soulève bien d'autres problématiques comme celles de l'emploi, de la situation administrative, de la santé ... Tout au long de notre travail, nous avons essayé de relever les conditions qui permettent à une personne étrangère de s'investir dans la vie locale du pays qui l'accueille et pouvoir ainsi agir elle-même sur les problématiques ci-dessus. Voici les conditions que nous avons relevées :

- avoir une maîtrise sur les événements et les décisions qui la concernent
- avoir une connaissance de la société d'accueil
- avoir des intérêts avec la société d'accueil
- pouvoir parler de soi et être compris dans sa globalité.
- pouvoir réussir scolairement et être reconnu dans la société d'accueil

Remerciements :

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui se sont investies dans ce projet :

Les familles qui nous ont gentiment invités chez elles mais aussi à des évènements importants de leur vie comme le mariage et le baptême auxquels nous avons participé.

Mr Sahiti qui a fait les traductions, qui nous a permis de rencontrer les familles et qui a participé bénévolement à l'organisation de réunions.

Les professionnels qui ont répondu à nos questions et qui se sont investis personnellement dans les groupes de travail.

Les représentants des différentes institutions présentes dans le quartier (le CCAS, le CMS, les organismes logeurs, l'ADDSEA, la Maison de Quartier, le RAR) mais aussi des institutions sensibles à la situation des familles roms (le PRE, le CASNAV, le service municipal chargé de la lutte contre les discrimination) qui ont envoyé un représentant au groupe de pilotage.

Les financeurs qui ont permis à ce projet de se réaliser : la commission européenne à travers le financement dans le cadre de GRUNDTVIG pour le partenariat éducatif européen mis en place dans ce projet., la ville de Besançon à travers un financement dans le cadre du CUCS.